



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA  
RÉGION NOUVELLE-  
AQUITAINE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°R75-2020-166

PUBLIÉ LE 16 NOVEMBRE 2020

# Sommaire

## DRAAF NOUVELLE-AQUITAINE

|   |         |
|---|---------|
| R75-2020-09-14-022 - Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures - ROBERGET Noun (64) (2 pages)                    | Page 3  |
| R75-2020-09-14-005 - Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures - SCA DU COURTIYOU (86) (5 pages)                 | Page 6  |
| R75-2020-09-21-009 - Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures - SCEA DE PUYGAREAU (86) (8 pages)                | Page 12 |
| R75-2020-09-17-010 - Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures - SCEA DES BRAUDIERES (86) (3 pages)              | Page 21 |
| R75-2020-09-14-023 - Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures - TOUYAROU Fabien (64) (2 pages)                  | Page 25 |
| R75-2020-09-21-010 - Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures - VAUCELLE Mathis (86) (2 pages)                  | Page 28 |
| R75-2020-09-17-007 - Arrêté portant autorisation partielle d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures - SCEA DE CHEZ TRIBOT (86) (4 pages)    | Page 31 |
| R75-2020-09-17-011 - Arrêté portant autorisation partielle d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures - SIMON BOUHET Guillaume (86) (3 pages) | Page 36 |
| R75-2020-09-18-008 - Arrêté portant autorisation partielle d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures - TEXIER Laurent (86) (5 pages)         | Page 40 |
| R75-2020-09-15-015 - Arrêté portant refus d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures - ROUSSEAU Felix (86) (3 pages)                          | Page 46 |
| R75-2020-09-14-004 - Arrêté portant refus d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures - SCEA AUZANNEAU (86) (3 pages)                          | Page 50 |

# DRAAF NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2020-09-14-022

Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures - ROBERGET Noun (64)



Dossier n°2020-128

**Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole  
au titre du contrôle des structures**

**La Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine**

**VU** la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF)

**VU** le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L.331-1 à L.331-11, et R.331-1 à R.331-12,

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 31 décembre 2015 portant sur le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) de la région Aquitaine,

**VU** l'arrêté de la préfète de Nouvelle-Aquitaine, en date du 15 avril 2019 portant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Philippe de GUENIN, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle-Aquitaine,

**VU** la décision du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt en date du 17 mars 2020 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

**VU** la demande d'autorisation d'exploiter (réputée complète le 06 mai 2020) présentée par Monsieur ROBERGET Noun dont le siège d'exploitation est situé à Sus, relative à un bien foncier agricole d'une superficie totale de 2 ha 43 appartenant à la Communauté Religieuse des Douze Tribus de Sus, sis sur la commune de Sus,

**CONSIDÉRANT** l'absence de demande concurrente déposée auprès de la Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques au plus tard le 24 septembre 2020,

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques,

Sur proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle Aquitaine,

**ARRETE**

**Article premier :**

Monsieur ROBERGET Noun, dont le siège d'exploitation est située à Sus (64190), est autorisé à exploiter 2 ha 43 de terres pour les parcelles suivantes :

| Propriétaire                                  | Commune | Références cadastrales   |
|---|---------|--------------------------|
| Communauté Religieuse des Douze Tribus de Sus | Sus     | A B 262, 432, 434 et 437 |

**Article 2 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt, le préfet des Pyrénées-Atlantiques et le directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Limoges, le 14 septembre 2020

Pour la préfète et par délégation,  
le D.R.A.A.F.,  
Pour le directeur régional de l'alimentation,  
de l'agriculture et de la forêt,  
L'adjointe au chef du S.R.E.A.A.,



Anne BARRIERE

Délais et voies de recours :

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer

- soit un recours gracieux devant la préfète de la région Nouvelle Aquitaine ou un recours hiérarchique devant le ministre de l'agriculture
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux

# DRAAF NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2020-09-14-005

Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole au  
titre du contrôle des structures - SCA DU COURTIUO  
(86)



Dossier n°86 2020 183

**Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole  
au titre du contrôle des structures**

**La Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine**

**VU** la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF)

**VU** le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L.331-1 à L.331-11, et R.331-1 à R.331-12,

**VU** l'arrêté préfectoral n°15-316 du 17 décembre 2015 portant sur le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) de Poitou-Charentes,

**VU** l'arrêté de la préfète de Nouvelle-Aquitaine, en date du 15 avril 2019 portant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Philippe de GUENIN, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle-Aquitaine,

**VU** la décision du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt en date du 17 mars 2020 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

**VU** la demande d'autorisation d'exploiter (réputée complète le 19 mars 2020) présentée par la SCA DU COURTIU (Mme Danièle PROVOST et MM. Jean-Claude et Romain PROVOST) dont le siège d'exploitation est situé au lieu dit Le Courtiou 86400 BLANZAY, relative à un bien foncier agricole d'une superficie totale de 97,65 hectares appartenant à la Commune de ST MACOUX, M. Christian AUVIN, M. Francis BAILLOUX, M. Jean Marcel TARDIVEAU, Mme Cécile TARDIVEAU, M. Jean-Claude BRIS (nu-propiétaire), Mme Martine ROGEON (nu-propiétaire), M. Thierry BRIS (nu-propiétaire), Mme Jeanne Marthe BRIS (usufruitière), M. Marcel PROVOST, M. Jean-Claude PROVOST M. Philippe ROGEON, M. René GIRARD, Mme Henriette ROCHER et Mme Annie DUBOIS, M. Bernard SABLEAUX, M. Claude GUILMAIN, M. Jacky METAYER, M. Jean Robert PORTEJOIE, M. Jean-Michel BOUCHET, M. Maurice Pierre DENIBAUD, Mme Evelyne BRUNET, Mme Jane Marie RAMBLIERE, Mme Marie-Claire FRESNAIS, Mme Monique PAILLER, SOREGIES, Mme Martine BIBAUD, Mme Monique MASSIOT, Mme Pierrette AIRAULT, M. Pierre PATUREAU, sis sur les communes de ST GAUDENT (86400), ST MACOUX (86400), ST PIERRE D'EXIDEUIL (86400), ST SAVIOL (86400), VOULEME (86400) et BLANZAY (86400),

**CONSIDERANT** que sur ces 97,65 ha, deux demandes concurrentes sur 6,92 ha et 7,35 ha ont été déposées par Mme Elizabeth NAFFRECHOUX en date du 29 janvier 2020 et 29 juin 2020 en vue de l'agrandissement de son exploitation. Ses demandes ne sont pas soumises au contrôle des structures car la superficie de son exploitation n'excède pas le seuil fixé par le Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles (SDREA) qui est de 84 ha dans le département de la Vienne, elle remplit la condition de capacité agricole (Bac Pro CGEA) et ses revenus extra agricoles ne dépassent pas 3120 fois le SMIC. Elle a bénéficié de deux opérations libres en date du 05 mars 2020 et 07 août 2020,

**CONSIDERANT** le courrier de prolongation portant le délai d'instruction à 6 mois, soit jusqu'au 24 décembre 2020,

**CONSIDERANT** que le SDREA précise dans son article 3 les rangs de priorité au regard desquelles les demandes concurrentes sont étudiées,

**CONSIDERANT** qu'avec 70,99 ha par chef d'exploitation après reprise, la demande de la SCA DU COURTIUO relève du rang de priorité 1 sur 97,65 ha (installation en individuel ou dans une société dans la limite de la surface permettant d'atteindre la dimension économique viable définie à l'article 5 du SDREA qui est de 94 ha),

**CONSIDERANT** qu'avec 9,07 ha et 9,50 ha par chef d'exploitation après reprise, les demandes de Mme Elizabeth NAFFRECHOUX relève du rang de priorité 1 sur 6,92 ha et 7,35 ha (consolidation d'exploitation dans la limite de la surface permettant d'atteindre la dimension économique viable définie à l'article 5 du SDREA qui est de 94 ha),

**CONSIDERANT** que dans le cas de priorité équivalente, le SDREA précise dans son article 5 les critères d'appréciation de l'intérêt économique et environnemental des demandes dont l'appréciation est réalisée à travers la grille de pondération de l'article 5 affectant des points à chaque demande constituant une note,

**CONSIDERANT** que les caractéristiques de la demande de la SCA DU COURTIUO induisent l'attribution de 60 points (40 points pour la dimension économique et la viabilité de l'exploitation et 20 points pour la présence d'une activité d'élevage dégageant au moins 30 UGB),

**CONSIDERANT** que les caractéristiques de la demande de Mme Elizabeth NAFFRECHOUX induisent l'attribution de 60 points (60 points pour la dimension économique et la viabilité de l'exploitation),

**CONSIDERANT** que les demandes de la SCA DU COURTIUO et de Mme Elizabeth NAFFRECHOUX présentent des notes équivalentes,

**CONSIDERANT** que le SDREA précise dans son article 3 que lorsque l'écart de points obtenu par des candidats concurrents est inférieur ou égal à 10, plusieurs autorisations sont délivrées,

**CONSIDERANT** que les demandes en concurrence n'ont pas pu être départagées,

**Vu** la proposition de l'administration donnant un avis favorable à la SCA DU COURTIUO (Mme Danièle PROVOST et MM. Jean-Claude et Romain PROVOST) sur 97,65 ha (terres avec et sans concurrence),

**Vu** l'avis favorable à l'unanimité de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture de la Vienne (CDOA) lors de sa séance du 08 septembre 2020, sur la proposition de l'administration,

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la Vienne,

Sur proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle Aquitaine,

## ARRETE

### **Article premier :**

La SCA DU COURTIUO (Mme Danièle PROVOST et MM. Jean-Claude et Romain PROVOST) dont le siège d'exploitation est situé au lieu dit Le Courtiou 86400 BLANZAY, **est autorisée** à exploiter 97,65 ha de terres (avec et sans concurrence) pour les parcelles suivantes :

| Propriétaire                            | Commune      | Références cadastrales |     |
|---|--------------|------------------------|-----|
| Mme Henriette ROCHE et Mme DUBOIS Annie | VOULEME      | ZB                     | 47  |
| Mme Henriette ROCHE et Mme DUBOIS Annie | VOULEME      | ZB                     | 48  |
| Mme Henriette ROCHE et Mme DUBOIS Annie | SAINT MACOUX | B                      | 340 |
| Mme Henriette ROCHE et Mme DUBOIS Annie | SAINT MACOUX | B                      | 983 |
| Mme Henriette ROCHE et Mme DUBOIS Annie | SAINT MACOUX | B                      | 984 |

|                     |                         |    |     |
|---------------------|-------------------------|----|-----|
| Mme Martine BRIS    | SAINT MACOUX            | B  | 175 |
| Mme Martine BRIS    | SAINT MACOUX            | B  | 700 |
| Mme Martine BRIS    | SAINT MACOUX            | B  | 701 |
| Mme Martine BRIS    | SAINT MACOUX            | B  | 702 |
| Mme Martine BRIS    | SAINT MACOUX            | ZC | 5   |
| Mme Martine BRIS    | SAINT MACOUX            | ZC | 6   |
| Mme Martine BRIS    | SAINT MACOUX            | ZC | 7   |
| Mme Martine BRIS    | SAINT MACOUX            | ZN | 16  |
| Mme Martine BRIS    | SAINT SAVIOL            | C  | 144 |
| Mme Martine BRIS    | SAINT SAVIOL            | ZN | 25  |
| M. Jean-Claude BRIS | SAINT MACOUX            | B  | 187 |
| M. Jean-Claude BRIS | SAINT MACOUX            | B  | 780 |
| M. Jean-Claude BRIS | SAINT MACOUX            | ZB | 8   |
| M. Jean-Claude BRIS | SAINT MACOUX            | ZB | 11  |
| M. Jean-Claude BRIS | SAINT MACOUX            | ZD | 46  |
| M. Jean-Claude BRIS | SAINT GAUDENT           | ZC | 1   |
| M. Jean-Claude BRIS | SAINT GAUDENT           | ZC | 51  |
| M. Jean-Claude BRIS | SAINT GAUDENT           | ZC | 52  |
| M. Jean-Claude BRIS | SAINT GAUDENT           | ZC | 98  |
| M. Thierry BRIS     | SAINT MACOUX            | ZD | 1   |
| M. Thierry BRIS     | SAINT MACOUX            | ZD | 2   |
| M. Thierry BRIS     | SAINT MACOUX            | ZD | 3   |
| M. Philippe ROGEON  | SAINT GAUDENT           | ZM | 3   |
| M. Philippe ROGEON  | SAINT MACOUX            | ZC | 3   |
| M. Philippe ROGEON  | SAINT MACOUX            | ZD | 38  |
| M. Philippe ROGEON  | SAINT MACOUX            | ZB | 29  |
| M. Philippe ROGEON  | SAINT MACOUX            | ZB | 30  |
| M. Philippe ROGEON  | SAINT PIERRE D'EXIDEUIL | E  | 475 |
| M. Philippe ROGEON  | SAINT PIERRE D'EXIDEUIL | E  | 478 |
| M. Philippe ROGEON  | SAINT PIERRE D'EXIDEUIL | E  | 796 |
| M. Philippe ROGEON  | SAINT PIERRE D'EXIDEUIL | ZK | 22  |
| M. Philippe ROGEON  | SAINT PIERRE D'EXIDEUIL | ZL | 44  |
| M. Philippe ROGEON  | SAINT PIERRE D'EXIDEUIL | ZN | 32  |

|                         |                         |    |      |
|-------------------------|-------------------------|----|------|
| M. Philippe ROGEON      | SAINT PIERRE D'EXIDEUIL | ZN | 38   |
| M. Philippe ROGEON      | SAINT PIERRE D'EXIDEUIL | ZN | 60   |
| M. Philippe ROGEON      | SAINT PIERRE D'EXIDEUIL | ZN | 61   |
| M. Philippe ROGEON      | SAINT PIERRE D'EXIDEUIL | ZN | 62   |
| M. Philippe ROGEON      | SAINT PIERRE D'EXIDEUIL | E  | 477  |
| M. Philippe ROGEON      | SAINT PIERRE D'EXIDEUIL | E  | 479  |
| M. Philippe ROGEON      | SAINT PIERRE D'EXIDEUIL | E  | 485  |
| M. Philippe ROGEON      | SAINT PIERRE D'EXIDEUIL | E  | 517  |
| M. Philippe ROGEON      | SAINT PIERRE D'EXIDEUIL | E  | 522  |
| M. Philippe ROGEON      | SAINT PIERRE D'EXIDEUIL | E  | 540  |
| M. Philippe ROGEON      | SAINT PIERRE D'EXIDEUIL | E  | 541  |
| M. Philippe ROGEON      | SAINT PIERRE D'EXIDEUIL | E  | 542  |
| M. Philippe ROGEON      | SAINT PIERRE D'EXIDEUIL | E  | 543  |
| M. Philippe ROGEON      | SAINT PIERRE D'EXIDEUIL | E  | 788  |
| M. Philippe ROGEON      | SAINT PIERRE D'EXIDEUIL | E  | 870  |
| M. Philippe ROGEON      | SAINT PIERRE D'EXIDEUIL | ZM | 4    |
| M. Philippe ROGEON      | SAINT PIERRE D'EXIDEUIL | ZN | 33   |
| M. Philippe ROGEON      | SAINT SAVIOL            | ZN | 18   |
| M. Philippe ROGEON      | VOULEME                 | ZB | 53   |
| COMMUNE DE SAINT MACOUX | SAINT MACOUX            | B  | 113  |
| COMMUNE DE SAINT MACOUX | SAINT MACOUX            | B  | 1149 |
| COMMUNE DE SAINT MACOUX | SAINT MACOUX            | B  | 1153 |
| COMMUNE DE SAINT MACOUX | SAINT MACOUX            | ZD | 29   |
| SOREGIE                 | SAINT MACOUX            | ZD | 51   |
| SOREGIE                 | SAINT MACOUX            | ZD | 52   |
| Mme Jane REMBLIERE      | SAINT MACOUX            | B  | 1152 |
| Mme Jane REMBLIERE      | SAINT MACOUX            | ZL | 39   |
| Mme Jane REMBLIERE      | SAINT MACOUX            | ZM | 85   |
| Mme Pierrette AIRAULT   | SAINT MACOUX            | ZM | 87   |
| M. Jacky METAYER        | SAINT MACOUX            | B  | 117  |
| M. Christian AUVIN      | SAINT MACOUX            | B  | 1148 |
| M. Christian AUVIN      | SAINT MACOUX            | ZL | 40   |
| M. Christian AUVIN      | SAINT MACOUX            | ZM | 79   |

|                     |                         |    |    |
|---------------------|-------------------------|----|----|
| M. Bernard SABLEAU  | SAINT MACOUX            | ZC | 4  |
| M. Bernard SABLEAU  | SAINT MACOUX            | ZL | 48 |
| M. Maurice DENIBAUD | SAINT PIERRE D'EXIDEUIL | ZN | 22 |
| M. Maurice DENIBAUD | SAINT PIERRE D'EXIDEUIL | ZO | 19 |
| M. Maurice DENIBAUD | SAINT PIERRE D'EXIDEUIL | ZO | 20 |
| Mme Monique PAILLER | SAINT PIERRE D'EXIDEUIL | D  | 58 |
| Mme Monique PAILLER | SAINT PIERRE D'EXIDEUIL | D  | 59 |
| Mme Monique PAILLER | SAINT PIERRE D'EXIDEUIL | ZN | 59 |
| Mme Monique PAILLER | SAINT PIERRE D'EXIDEUIL | ZO | 2  |
| Mme Evelyne BRUNET  | SAINT SAVIOL            | ZN | 9  |
| Mme Evelyne BRUNET  | SAINT SAVIOL            | ZN | 10 |

**Article 2 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt, la préfète de la Vienne et le directeur départemental des territoires de la Vienne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Limoges, le 14 septembre 2020

Pour la préfète et par délégation,  
le D.R.A.A.F.,  
Pour le directeur régional de l'alimentation,  
de l'agriculture et de la forêt,  
L'adjointe au chef du S.R.E.A.A.,

Anne BARRIERE

Délais et voies de recours :

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer

- soit un recours gracieux devant la préfète de la région Nouvelle Aquitaine ou un recours hiérarchique devant le ministre de l'agriculture
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers.

# DRAAF NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2020-09-21-009

Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole au  
titre du contrôle des structures - SCEA DE PUYGAREAU  
(86)



Dossier n°86 2020 313 et 86 2020 327

**Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole  
au titre du contrôle des structures**

**La Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine**

**VU** la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF)

**VU** le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L.331-1 à L.331-11, et R.331-1 à R.331-12,

**VU** l'arrêté préfectoral n°15-316 du 17 décembre 2015 portant sur le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) de Poitou-Charentes,

**VU** l'arrêté de la préfète de Nouvelle-Aquitaine, en date du 15 avril 2019 portant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Philippe de GUENIN, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle-Aquitaine,

**VU** la décision du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt en date du 17 mars 2020 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

**VU** la demande d'autorisation d'exploiter (réputée complète le 25 juin 2020) présentée par la SCEA DE PUYGAREAU (M. Jean-Jacques LEMAYEUX et M. Adrien RETAILLEAU) dont le siège d'exploitation est situé 1 route de Puygareau, 86140 SAINT GENEST D'AMBIERE, relative à un bien foncier agricole d'une superficie totale de 248,48 hectares appartenant à Mme Chantal CAILLAULT pour 27,40 ha et à Mme Lydie BABIN pour 20,37 ha, M. Edouard SCHTYLER SCHRODER pour 51,28 ha, M. Jacques LEMAYEUX pour 39,48 ha, M. Jean-Jacques LEMAYEUX pour 23,52 ha, M. Guy TOURON pour 20,36 ha, M. Jean CAILLAS pour 20,13 ha, Mme Marie-Thérèse TOURON pour 20,04 ha, Grand Poitiers pour 6,76 ha, M. Jacky ANDRAULT pour 5,26 ha, Mme Annick COTTIER pour 3,98 ha, Indivision LECLERC pour 3,86 ha, M. Yves LIVERATO pour 1,38 ha, M. Jean-Pierre LASSAGNE pour 1,12 ha, Indivision THIBAUT pour 1,02 ha, M. Yves-Charles PIERRE pour 0,77 ha, Mme Josiane FURGET pour 0,76 ha, M. Stéphane TOUZALIN pour 0,70 ha, Mme Georgette MERVEILLON pour 0,27 ha, sis sur les communes de Orches (86230) et de Saint Genest d'Ambière (86140), Leignes sur Fontaine (86300), Nouaillé Maupertuis (86340), Sossais (86230),

**CONSIDERANT** que sur ces 248,48 ha, une demande concurrente sur 39,03 ha a été déposée par l'EARL DE LA CHAISE (M. Jean-Charles HUBERT) en date du 25 juin 2020 en vue d'un agrandissement pour une superficie totale de 47,77 ha,

**CONSIDERANT** que le SDREA précise dans son article 3 les rangs de priorité au regard desquelles les demandes concurrentes sont étudiées,

**CONSIDERANT** qu'avec 124,24 ha par chef d'exploitation après reprise, la demande de la SCEA PUYGAREAU relève du rang de priorité 1 « Installation (en individuel ou dans une société) dans la limite de la surface permettant d'atteindre la dimension économique viable définie à l'article 5 soit jusqu'à 94 ha par chef d'exploitation après pondération; réinstallation d'un agriculteur exproprié ou évincé suite à un projet d'utilité publique dans la limite de la surface agricole perdue, consolidation d'exploitation dans la limite de la surface lui permettant d'atteindre la dimension économique viable définie à l'article 5 soit jusqu'à 94 ha par chef d'exploitation après pondération » pour 188 ha puis du rang de priorité 2 « Installation au-delà de la surface définie à l'article 5 soit au-delà de 94 ha par chef d'exploitation après pondération, agrandissement et réunion d'exploitation » pour 60,48 ha,

**CONSIDERANT** qu'avec 262,77 ha par chef d'exploitation après reprise, la demande de l'EARL DE LA CHAISE relève du rang de priorité 3 «Agrandissement et concentration d'exploitation au-delà du seuil d'agrandissement excessif défini à l'article 5 soit au-delà de 188 ha par chef d'exploitation » pour 47,77 ha,

**CONSIDERANT** que la demande de la SCEA PUYGAREAU est de priorité supérieure à celle de l'EARL DE LA CHAISE pour 39,03 ha de terres en concurrence,

Vu les propositions de l'administration donnant :

- un avis favorable à la demande de la SCEA PUYGAREAU pour 248,48 ha (39,03 ha de terres en concurrence et 209,46 ha de terres sans concurrence),

un avis favorable à la demande de l'EARL DE LA CHAISE pour 8,74 ha de terres sans concurrence,

- un avis défavorable à la demande de l'EARL DE LA CHAISE pour 39,03 ha de terres sans concurrence,

**CONSIDERANT** l'avis favorable à l'unanimité émis par la commission départementale d'orientation agricole de la Vienne lors de sa séance du 8 septembre 2020, sur les propositions de l'administration concernant les terres en concurrence,

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la Vienne,

Sur proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle Aquitaine,

#### ARRETE

**Article premier :**

la SCEA PUYGAREAU (M. Jean-Jacques LEMAYEUX et M. Adrien RETAILLEAU), 1 route de Puygareau, 86140 SAINT GENEST D'AMBIERE, **est autorisée** à exploiter 248,48 ha de terres pour les parcelles suivantes :

| Propriétaire              | Commune                | Références cadastrales |
|---------------------------|------------------------|------------------------|
| Mme Chantal CAILLAULT     | ORCHES                 | D 0839                 |
| Mme Chantal CAILLAULT     | ORCHES                 | D 0854                 |
| Mme Chantal CAILLAULT     | ORCHES                 | D 0915                 |
| Mme Chantal CAILLAULT     | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZA 0003                |
| Mme Chantal CAILLAULT     | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZA 0008                |
| Mme Chantal CAILLAULT     | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZA 0012                |
| Mme Chantal CAILLAULT     | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZA 0013                |
| Mme Chantal CAILLAULT     | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZA 0032                |
| Mme Chantal CAILLAULT     | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZA 0057                |
| Mme Chantal CAILLAULT     | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZB 0107                |
| Mme Chantal CAILLAULT     | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZM 0054                |
| Mme Lydie BABIN née GODET | ORCHES                 | D 0114                 |
| Mme Lydie BABIN née GODET | ORCHES                 | D 0115                 |
| Mme Lydie BABIN née GODET | ORCHES                 | D 0116                 |
| Mme Lydie BABIN née GODET | ORCHES                 | D 0120                 |
| Mme Lydie BABIN née GODET | ORCHES                 | D 0121                 |

|                           |                        |             |
|---------------------------|------------------------|-------------|
| Mme Lydie BABIN née GODET | ORCHES                 | D 0129      |
| Mme Lydie BABIN née GODET | ORCHES                 | D 0130      |
| Mme Lydie BABIN née GODET | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AS 0146     |
| Mme Lydie BABIN née GODET | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | YE 17 ou 13 |
| Mme Lydie BABIN née GODET | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | YE 19       |
| Mme Lydie BABIN née GODET | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZB 0089     |
| Mme Lydie BABIN née GODET | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZM 0009     |
| Mme Lydie BABIN née GODET | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZM 0010     |
| Mme Lydie BABIN née GODET | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZM 0013     |
| Mme Lydie BABIN née GODET | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZN 0103     |
| Mme Lydie BABIN née GODET | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZR 0008     |
| Mme Lydie BABIN née GODET | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZS 0005     |
| Mme Lydie BABIN née GODET | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZS 0019     |
| Mme Lydie BABIN née GODET | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZY 0012     |
| Mme Lydie BABIN née GODET | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZY 0020     |
| Mme Lydie BABIN née GODET | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZY 0023     |
| Mme Lydie BABIN née GODET | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZY 0056     |
| M. Jacky ANDRAULT         | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AN 0109     |
| M. Jacky ANDRAULT         | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AN 0110     |
| M. Jacky ANDRAULT         | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AN 0123     |
| M. Jacky ANDRAULT         | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AN 0125     |
| M. Jacky ANDRAULT         | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AN 0127     |
| M. Jacky ANDRAULT         | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AN 0129     |
| M. Jacky ANDRAULT         | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AN 0164     |
| Mme Annick COTTIER        | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZL 0046     |
| Mme Annick COTTIER        | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZM 0014     |
| Mme Annick COTTIER        | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZM 0050     |
| Mme Josiane FURGET        | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZB 0069     |
| M. Jacques LEMAYEUX       | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AD 0006     |
| M. Jacques LEMAYEUX       | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AD 0007     |
| M. Jacques LEMAYEUX       | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AD 0044     |
| M. Jacques LEMAYEUX       | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AD 0146     |
| M. Jacques LEMAYEUX       | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AO 0016     |
| M. Jacques LEMAYEUX       | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AO 0017     |
| M. Jacques LEMAYEUX       | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZA 0015     |

|                           |                        |         |
|---------------------------|------------------------|---------|
| M. Jacques LEMAYEUX       | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZB 0012 |
| M. Jacques LEMAYEUX       | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZB 0064 |
| M. Jacques LEMAYEUX       | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZB 0081 |
| M. Jacques LEMAYEUX       | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZB 0086 |
| M. Jacques LEMAYEUX       | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZB 95   |
| M. Jacques LEMAYEUX       | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZB 0096 |
| M. Jacques LEMAYEUX       | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZB 0098 |
| M. Jacques LEMAYEUX       | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZL 0016 |
| M. Jacques LEMAYEUX       | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZM 0027 |
| M. Jacques LEMAYEUX       | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZM 0031 |
| M. Jacques LEMAYEUX       | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZM 0046 |
| M. Jacques LEMAYEUX       | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZS 0009 |
| M. Jacques LEMAYEUX       | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AP 183  |
| M. Jacques LEMAYEUX       | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZB 0062 |
| M. Jacques LEMAYEUX       | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZB 0084 |
| M. Jacques LEMAYEUX       | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZL 0050 |
| M. Jacques LEMAYEUX       | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZM 0011 |
| M. Jacques LEMAYEUX       | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZM 0012 |
| M. Jacques LEMAYEUX       | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZM 0034 |
| M. Jacques LEMAYEUX       | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZS 0010 |
| M. Yves LIVERATO          | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AN 0167 |
| M. Jean CAILLAS           | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AO 0021 |
| M. Jean CAILLAS           | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AO 0022 |
| M. Jean CAILLAS           | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZM 0030 |
| M. Jean CAILLAS           | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZM 0032 |
| M. Jean CAILLAS           | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZL 45   |
| Mme Chantal CAILLAULT     | ORCHES                 | D 0848  |
| Mme Chantal CAILLAULT     | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZA 0078 |
| Mme Chantal CAILLAULT     | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZA 0079 |
| Mme Chantal CAILLAULT     | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AE 23   |
| Mme Chantal CAILLAULT     | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AD 1265 |
| Mme Chantal CAILLAULT     | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | D 132   |
| Mme Lydie BABIN née GODET | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZS 0008 |
| Mme Georgette MERVEILLON  | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZL 0049 |
| M. Jean-Jacques LEMAYEUX  | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AN 0096 |

|                          |                        |         |
|--------------------------|------------------------|---------|
| M. Jean-Jacques LEMAYEUX | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AN 0101 |
| M. Jean-Jacques LEMAYEUX | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AN 0107 |
| M. Jean-Jacques LEMAYEUX | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AN 0154 |
| M. Jean-Jacques LEMAYEUX | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AN 0160 |
| M. Jean-Jacques LEMAYEUX | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AN 0161 |
| M. Jean-Jacques LEMAYEUX | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AN 0163 |
| M. Jean-Jacques LEMAYEUX | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | YA 0090 |
| M. Jean-Jacques LEMAYEUX | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZB 0013 |
| M. Jean-Jacques LEMAYEUX | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZB 0066 |
| M. Jean-Jacques LEMAYEUX | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZB 0067 |
| M. Jean-Jacques LEMAYEUX | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZB 0080 |
| M. Jean-Jacques LEMAYEUX | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZB 0083 |
| M. Jean-Jacques LEMAYEUX | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZB 0088 |
| M. Jean-Jacques LEMAYEUX | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZL 0041 |
| M. Jean-Jacques LEMAYEUX | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZL 0042 |
| M. Jean-Jacques LEMAYEUX | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZM 0021 |
| M. Jean-Jacques LEMAYEUX | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZS 0020 |
| M. Jean-Jacques LEMAYEUX | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZS 0021 |
| M. Jean-Jacques LEMAYEUX | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZS 0022 |
| M. Jean-Jacques LEMAYEUX | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZS 0023 |
| M. Jean-Jacques LEMAYEUX | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZY 0025 |
| M. Jean-Jacques LEMAYEUX | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZY 0068 |
| M. Jean-Jacques LEMAYEUX | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZZ 0043 |
| M. Jean-Jacques LEMAYEUX | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AN 71   |
| M. Jean-Jacques LEMAYEUX | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZS 0024 |
| M. Jean-Jacques LEMAYEUX | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZY 0009 |
| INDIVISION THIBault      | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZB 0026 |
| INDIVISION THIBault      | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AP 184  |
| M. Yves-Charles PIERRE   | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AD 0141 |
| M. Yves-Charles PIERRE   | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AD 0145 |
| M. Stéphane TOUZALIN     | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZB 0085 |
| INDIVISION LECLERC       | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AN 71   |
| INDIVISION LECLERC       | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AN 166  |
| INDIVISION LECLERC       | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZI 3    |
| INDIVISION LECLERC       | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | ZI 92   |

|                          |                        |        |
|--------------------------|------------------------|--------|
| M. Jean-Pierre LASSAGNE  | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | G 810  |
| Mme Marie-Thérèse TOURON | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 493  |
| Mme Marie-Thérèse TOURON | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 495  |
| Mme Marie-Thérèse TOURON | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 506  |
| Mme Marie-Thérèse TOURON | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 898  |
| Mme Marie-Thérèse TOURON | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 1335 |
| Mme Marie-Thérèse TOURON | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 54   |
| Mme Marie-Thérèse TOURON | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 76   |
| Mme Marie-Thérèse TOURON | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 87   |
| Mme Marie-Thérèse TOURON | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 90   |
| Mme Marie-Thérèse TOURON | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 227  |
| Mme Marie-Thérèse TOURON | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 269  |
| Mme Marie-Thérèse TOURON | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 277  |
| Mme Marie-Thérèse TOURON | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 279  |
| Mme Marie-Thérèse TOURON | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 282  |
| Mme Marie-Thérèse TOURON | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 283  |
| Mme Marie-Thérèse TOURON | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 507  |
| Mme Marie-Thérèse TOURON | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 540  |
| Mme Marie-Thérèse TOURON | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 722  |
| Mme Marie-Thérèse TOURON | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 750  |
| Mme Marie-Thérèse TOURON | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 914  |
| Mme Marie-Thérèse TOURON | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 995  |
| Mme Marie-Thérèse TOURON | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 1648 |
| Mme Marie-Thérèse TOURON | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 1808 |
| M. Guy TOURON            | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 55   |
| M. Guy TOURON            | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 57   |
| M. Guy TOURON            | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 248  |
| M. Guy TOURON            | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 305  |
| M. Guy TOURON            | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 306  |
| M. Guy TOURON            | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 353  |
| M. Guy TOURON            | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 361  |
| M. Guy TOURON            | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 362  |
| M. Guy TOURON            | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 364  |
| M. Guy TOURON            | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 494  |
| M. Guy TOURON            | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 496  |

|                      |                        |        |
|----------------------|------------------------|--------|
| M. Guy TOURON        | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 499  |
| M. Guy TOURON        | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 500  |
| M. Guy TOURON        | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 899  |
| M. Guy TOURON        | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 961  |
| M. Guy TOURON        | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 1563 |
| M. Guy TOURON        | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 898  |
| M. Guy TOURON        | NOUAILLE MAUPERTUIS    | A 1335 |
| GRAND POITIERS       | MIGNALOUX BEAUVOIR     | F 113  |
| GRAND POITIERS       | MIGNALOUX BEAUVOIR     | F 114  |
| M. SCHYLIER SCHRODER | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AD 56  |
| M. SCHYLIER SCHRODER | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AD 57  |
| M. SCHYLIER SCHRODER | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AD 58  |
| M. SCHYLIER SCHRODER | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AD 161 |
| M. SCHYLIER SCHRODER | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AD 66  |
| M. SCHYLIER SCHRODER | SAINT-GENEST-D'AMBIERE | AD 57  |
| M. SCHYLIER SCHRODER | SOSSAIS                | C 245  |
| M. SCHYLIER SCHRODER | SOSSAIS                | C 247  |
| M. SCHYLIER SCHRODER | SOSSAIS                | C 248  |
| M. SCHYLIER SCHRODER | SOSSAIS                | C 257  |
| M. SCHYLIER SCHRODER | SOSSAIS                | C 689  |
| M. SCHYLIER SCHRODER | SOSSAIS                | C 690  |
| M. SCHYLIER SCHRODER | SOSSAIS                | C 691  |
| M. SCHYLIER SCHRODER | SOSSAIS                | C 692  |
| M. SCHYLIER SCHRODER | SOSSAIS                | C 729  |
| M. SCHYLIER SCHRODER | SOSSAIS                | C 733  |
| M. SCHYLIER SCHRODER | SOSSAIS                | C 695  |
| M. SCHYLIER SCHRODER | SOSSAIS                | C 238  |
| M. SCHYLIER SCHRODER | SOSSAIS                | ZH 3   |
| M. SCHYLIER SCHRODER | SOSSAIS                | ZH 4   |
| M. SCHYLIER SCHRODER | SOSSAIS                | ZH 5   |

**Article 2 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt, le préfet de la Nouvelle Aquitaine et le directeur départemental des territoires de la Vienne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Limoges, le 21 septembre 2020

Pour la préfète et par délégation,  
le D.R.A.A.F.,  
Pour le directeur régional de l'alimentation,  
de l'agriculture et de la forêt,  
L'adjointe au chef du S.R.E.A.A.,



Anne BARRIERE

Délais et voies de recours :

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer

- soit un recours gracieux devant la préfète de la région Nouvelle Aquitaine ou un recours hiérarchique devant le ministre de l'agriculture
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers.

# DRAAF NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2020-09-17-010

Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole au  
titre du contrôle des structures - SCEA DES  
BRAUDIÈRES (86)



Dossier n°86 2020 050

**Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole  
au titre du contrôle des structures**

**La Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine**

**VU** la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF)

**VU** le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L.331-1 à L.331-11, et R.331-1 à R.331-12,

**VU** l'arrêté préfectoral n°15-316 du 17 décembre 2015 portant sur le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) de Poitou-Charentes,

**VU** l'arrêté de la préfète de Nouvelle-Aquitaine, en date du 15 avril 2019 portant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Philippe de GUENIN, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle-Aquitaine,

**VU** la décision du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt en date du 17 mars 2020 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

**VU** la demande d'autorisation d'exploiter (réputée complète le 31 janvier 2020) présentée par la SCEA DES BRAUDIÈRES (Mme Marie-Thérèse BERCIER et MM. Olivier et Sébastien BERCIER) dont le siège d'exploitation est situé au lieu dit Les Braudières 86600 CURZAY SUR VONNE, relative à un bien foncier agricole d'une superficie totale de 12,47 hectares appartenant à M. Hubert MACOUIN et Mme Dominique BACHELIER, sis sur les communes de Sanxay (86600) et Rouillé (86480),

**CONSIDÉRANT** que sur ces 12,47 ha, une demande concurrente a été déposée par M. Clément CONTIVAL en date du 12 mars 2020 sur 36,45 ha (dont 11,75 ha en concurrence avec la SCEA DES BRAUDIÈRES) en vue d'un agrandissement,

**CONSIDÉRANT** le courrier de prolongation portant le délai d'instruction à 6 mois, soit jusqu'au 11 novembre 2020,

**CONSIDÉRANT** que le SDREA précise dans son article 3 les rangs de priorité au regard desquelles les demandes concurrentes sont étudiées,

**CONSIDÉRANT** qu'avec 31,68 ha par chef d'exploitation après reprise, la demande de la SCEA DES BRAUDIÈRES (Mme Marie-Thérèse BERCIER et MM. Olivier et Sébastien BERCIER) relève du rang de priorité 1 sur 12,47 ha (installation en individuel ou dans une société, dans la limite de la surface permettant d'atteindre la dimension économique viable définie à l'article 5 du SDREA qui est de 94 ha),

**CONSIDÉRANT** qu'avec 87,01 ha par chef d'exploitation après reprise, la demande de M. Clément CONTIVAL relève du rang de priorité 1 sur 36,45 ha (consolidation d'exploitation dans la limite de la surface permettant lui permettant d'atteindre la dimension économique viable définie à l'article 5 du SDREA qui est de 94 ha),

**CONSIDÉRANT** que dans le cas de priorité équivalente, le SDREA précise dans son article 5 les critères d'appréciation de l'intérêt économique et environnemental des demandes dont l'appréciation est réalisée à travers la grille de pondération de l'article 5 affectant des points à chaque demande constituant une note,

**CONSIDERANT** que les caractéristiques de la demande de la SCEA DES BRAUDIÈRES induisent l'attribution de 90 points (60 points pour la dimension économique et la viabilité de l'exploitation, 20 points pour la présence d'une activité d'élevage dégageant au moins 30 UGB et 10 points pour les surfaces en légumineuses supérieures à 10 % de la SAU sur les 3 dernières campagnes PAC),

**CONSIDERANT** que les caractéristiques de la demande de M. Clément CONTIVAL induisent l'attribution de 60 points (40 points pour la dimension économique et la viabilité de l'exploitation et 20 points pour l'analyse cartographique de la structure parcellaire et de la proximité du siège d'exploitation),

**CONSIDERANT** que les demandes de la SCEA DES BRAUDIÈRES et de M. Clément CONTIVAL présentent un écart de note supérieur à 10 points,

**CONSIDERANT** que le SDREA précise dans son article 3 que lorsque l'écart de points obtenu par des candidats concurrents est strictement supérieur à 10, l'autorisation est accordée uniquement à la demande ayant obtenu la note la plus élevée,

**CONSIDERANT** que la demande de la SCEA DES BRAUDIÈRES présente la note la plus élevée et est donc prioritaire,

**Vu** la proposition de l'administration donnant un avis favorable à la SCEA DES BRAUDIÈRES sur 12,47 ha (terres avec et sans concurrence) et un avis défavorable à M. Clément CONTIVAL sur 11,75 ha (terres en concurrence),

**Vu** l'avis favorable à l'unanimité de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture de la Vienne (CDOA) lors de sa séance du 08 septembre 2020, sur la proposition de l'administration,

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la Vienne,

Sur proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle Aquitaine,

## ARRETE

### **Article premier :**

La SCEA DES BRAUDIÈRES (Mme Marie-Thérèse BERCIER et MM. Olivier et Sébastien BERCIER), dont le siège d'exploitation est situé au lieu dit Les Braudières 86600 CURZAY SUR VONNE, **est autorisée** à exploiter 12,47 ha de terres avec et sans concurrence pour les parcelles suivantes :

| Propriétaire            | Commune | Références cadastrales |
|-------------------------|---------|------------------------|
| Mme Dominique BACHELIER | SANXAY  | D 456                  |
| Mme Dominique BACHELIER | SANXAY  | D 457                  |
| Mme Dominique BACHELIER | SANXAY  | D 461                  |
| Mme Dominique BACHELIER | SANXAY  | D 468                  |
| Mme Dominique BACHELIER | SANXAY  | D 498                  |
| Mme Dominique BACHELIER | SANXAY  | D 503                  |
| M. Hubert MACOUIN       | ROUILLE | ZD 14                  |

**Article 2 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt, la préfète de la Vienne et le directeur départemental des territoires de la Vienne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Limoges, le 17 septembre 2020

Pour la préfète et par délégation,  
le D.R.A.A.F.,  
Pour le directeur régional de l'alimentation,  
de l'agriculture et de la forêt,  
L'adjointe au chef du S.R.E.A.A.,



Anne BARRIERE

Délais et voies de recours :

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer

- soit un recours gracieux devant la préfète de la région Nouvelle Aquitaine ou un recours hiérarchique devant le ministre de l'agriculture
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers.

# DRAAF NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2020-09-14-023

Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures - TOUYAROU Fabien (64)



Dossier n°2020-88

**Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole  
au titre du contrôle des structures**

**La Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine**

**VU** la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF)

**VU** le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L.331-1 à L.331-11, et R.331-1 à R.331-12,

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 31 décembre 2015 portant sur le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) de la région Aquitaine,

**VU** l'arrêté de la préfète de Nouvelle-Aquitaine, en date du 15 avril 2019 portant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Philippe de GUENIN, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle-Aquitaine,

**VU** la décision du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt en date du 17 mars 2020 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

**VU** la demande d'autorisation d'exploiter (réputée complète le 04 mars 2020) présentée par Monsieur TOUYAROU Fabien dont le siège d'exploitation est situé à Poursuigues Boucoue, relative à un bien foncier agricole d'une superficie totale de 4 ha 09 appartenant à Madame DUPOUY Josette et Monsieur TOUYAROU Pierre, sis sur les communes de Arzacq Arraziguet et Poursuigues Boucoue,

**CONSIDÉRANT** l'absence de demande concurrente déposée auprès de la Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques au plus tard le 15 septembre 2020,

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques,

Sur proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle Aquitaine,

**ARRETE**

**Article premier :**

Monsieur TOUYAROU Fabien, dont le siège d'exploitation est située à Poursuigues Boucoue (64410), est autorisé à exploiter 4 ha 09 de terres pour les parcelles suivantes :

| Propriétaire                                      | Commune                                  | Références cadastrales        |
|---|--|-------------------------------|
| Madame DUPOUY Josette et Monsieur TOUYAROU Pierre | Arzacq Arraziguet et Poursuigues Boucoue | D 10, 11, 26, 340, 341, ZE 60 |

**Article 2 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt, le préfet des Pyrénées-Atlantiques et le directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Limoges, le 14 septembre 2020

Pour la préfète et par délégation,  
le D.R.A.A.F.,  
Pour le directeur régional de l'alimentation,  
de l'agriculture et de la forêt,  
L'adjointe au chef du S.R.E.A.A.,



Anne BARRIERE

Délais et voies de recours :

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer

- soit un recours gracieux devant la préfète de la région Nouvelle Aquitaine ou un recours hiérarchique devant le ministre de l'agriculture
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux

# DRAAF NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2020-09-21-010

Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures - VAUCELLE Mathis (86)



Dossier n° 86 2020 287

**Arrêté portant autorisation d'exploiter un bien agricole  
au titre du contrôle des structures**

**La Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine**

**VU** la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAF)

**VU** le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L.331-1 à L.331-11, et R.331-1 à R.331-12,

**VU** l'arrêté préfectoral n°2015-316 du 17 décembre 2015 portant sur le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) de Poitou-Charentes

**VU** l'arrêté de la préfète de Nouvelle-Aquitaine, en date du 15 avril 2019 portant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Philippe de GUENIN, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle-Aquitaine,

**VU** la décision du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt en date du 17 mars 2020 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

**VU** la demande d'autorisation d'exploiter (réputée complète le 23 juin 2020) présentée par M. Mathis VAUCELLE dont le siège d'exploitation est situé au lieu dit Boussecc, 86300 CHAUVIGNY, relative à un bien foncier agricole d'une superficie totale de 11,11 hectares appartenant à M. et Mme Claude DESHOULIERES, sis sur la commune de Archigny (86210),

**CONSIDÉRANT** l'absence de demande concurrente déposée auprès de la Direction départementale des territoires de la Vienne au plus tard le 10 septembre 2020 (*date de fin de publicité*),

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la Vienne

Sur proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle Aquitaine,

**ARRETE**

**Article premier :**

M. Mathis VAUCELLE, dont le siège d'exploitation est situé au lieu dit Boussecc, 86300 CHAUVIGNY, **est autorisé** à exploiter 11,11 ha de terres situées à Archigny (86210) et appartenant à M. et Mme Claude DESHOULIERES.

**Article 2 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt, la préfète de la Vienne et le directeur départemental des territoires de la Vienne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Limoges, le 21 septembre 2020

Pour la préfète et par délégation,  
le D.R.A.A.F.,  
Pour le directeur régional de l'alimentation,  
de l'agriculture et de la forêt,  
L'adjointe au chef du S.R.E.A.A.,



Anne BARRIERE

Délais et voies de recours :

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer

- soit un recours gracieux devant la préfète de la région Nouvelle Aquitaine ou un recours hiérarchique devant le ministre de l'agriculture
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers.

# DRAAF NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2020-09-17-007

Arrêté portant autorisation partielle d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures - SCEA DE CHEZ TRIBOT (86)



Dossier n°86 2019 417

**Arrêté portant autorisation partielle d'exploiter un bien agricole  
au titre du contrôle des structures**

**La Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine**

**VU** la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF)

**VU** le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L.331-1 à L.331-11, et R.331-1 à R.331-12,

**VU** l'arrêté préfectoral n°15-316 du 17 décembre 2015 portant sur le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) de Poitou-Charentes,

**VU** l'arrêté de la préfète de Nouvelle-Aquitaine, en date du 15 avril 2019 portant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Philippe de GUENIN, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle-Aquitaine,

**VU** la décision du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt en date du 17 mars 2020 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

**VU** la demande d'autorisation d'exploiter (réputée complète le 17 février 2020) présentée par la SCEA DE CHEZ TRIBOT (Mme Bernadette GADIOUX et M. Sylvain MASSARD) dont le siège d'exploitation est situé au lieu dit 12 Chez Tribot, 86400 SAVIGNE, relative à un bien foncier agricole d'une superficie totale de 87,62 hectares appartenant à Mme Bernadette GADIOUX pour 48,16 ha, à Mme Germaine BAZUREAU pour 16,05 ha, à Mme Régine VILCHANGE pour 13,59 ha, à M. Bernard RIVET pour 5,42 ha, à Mme Denise MICAULT pour 2,26 ha, à Mme Roseline MASSONNET pour 1,83 ha, à M. René LAGRANGE pour 0,30 ha, sis sur les communes de Blanzay (86400), Genouillé (86250), de Savigné (86400), de Surin (86250),

**CONSIDERANT** que M. Sylvain MASSARD est également exploitant à titre individuel sur 171,47 ha et comme unique associé exploitant de l'EARL LES TROIS CHENES VERTS qui met en valeur 57,54 ha en agriculture biologique, soit une superficie totale exploitée directement ou indirectement par M. Sylvain MASSARD de 229,01 ha,

**CONSIDERANT** que sur ces 87,62 ha, une demande concurrente sur 82,68 ha a été déposée par Mme Sophie FRETIER en date du 6 juillet 2020 en vue de son installation à titre individuel,

**CONSIDERANT** que la demande de Mme Sophie FRETIER, conformément à l'article L331-1 et suivants du Code Rural et de la Pêche Maritime, n'est pas soumise au contrôle des structures des exploitations agricoles,

**CONSIDERANT** que le SDREA précise dans son article 3 les rangs de priorité au regard desquelles les demandes concurrentes sont étudiées,

**CONSIDERANT** qu'avec 158,31 ha par chef d'exploitation après reprise, la demande de la SCEA DE CHEZ TRIBOT relève du rang de priorité 2 « Installation au-delà de la surface définie à l'article 5 soit au-delà de 94 ha par chef d'exploitation, agrandissement et réunion d'exploitation » pour 87,62 ha,

**CONSIDERANT** qu'avec 316,63 ha par chef d'exploitation après reprise, M. Sylvain MASSARD relève du rang de priorité 3 « Agrandissement et concentration d'exploitation au-delà du seuil d'agrandissement excessif défini à l'article 5 soit au-delà de 188 ha par chef d'exploitation » pour 87,62 ha,

**CONSIDERANT** qu'avec 82,68 ha par chef d'exploitation après reprise, la demande de Mme Sophie FRETIER relève du rang de priorité 1 « Installation (en individuel ou dans une société) dans la limite de la surface permettant d'atteindre la dimension économique viable définie à l'article 5 soit jusqu'à 94 ha par chef d'exploitation après pondération; réinstallation d'un agriculteur exproprié ou évincé suite à un projet d'utilité publique dans la limite de la surface agricole perdue, consolidation d'exploitation dans la limite de la surface lui permettant d'atteindre la dimension économique viable définie à l'article 5 soit jusqu'à 94 ha par chef d'exploitation après pondération » pour 82,68 ha,

**CONSIDERANT** que la demande de la SCEA DE CHEZ TRIBOT est de priorité inférieure à celle de Mme Sophie FRETIER pour 82,68 ha de terres en concurrence,

**CONSIDERANT** que M. Sylvain MASSARD est de priorité inférieure à Mme Sophie FRETIER pour 82,68 ha de terres en concurrence,

Vu les propositions de l'administration donnant :

- un avis défavorable à la demande de la SCEA DE CHEZ TRIBOT pour 82,68 ha de terres en concurrence,

**CONSIDERANT** l'avis émis par la commission départementale d'orientation agricole de la Vienne lors de sa séance du 8 septembre 2020, sur la proposition de l'administration : 3 voix favorables, 17 voix défavorables, 0 abstention,

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la Vienne,

Sur proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle Aquitaine,

## ARRETE

### **Article premier :**

La SCEA DE CHEZ TRIBOT (Mme Bernadette GADIOUX et M. Sylvain MASSARD), 12 Chez Tribot, 86400 Savigné, **est autorisée** à exploiter 4,94 ha de terres pour les parcelles suivantes :

| Propriétaire           | Commune | Références cadastrales |
|------------------------|---------|------------------------|
| M. René LAGRANGE       | SAVIGNE | YA 0039                |
| Mme Denise MICAULT     | SAVIGNE | ZX 0010                |
| Mme Denise MICAULT     | SAVIGNE | G 1691                 |
| Mme Denise MICAULT     | SAVIGNE | G 0533                 |
| Mme Denise MICAULT     | SAVIGNE | G 0629                 |
| Mme Roseline MASSONNET | SAVIGNE | G 0530                 |
| Mme Roseline MASSONNET | SAVIGNE | G 0632                 |
| Mme Roseline MASSONNET | SAVIGNE | G 1703                 |
| M. Bernard RIVET       | SAVIGNE | B 0724                 |

La SCEA DE CHEZ TRIBOT (Mme Bernadette GADIOUX et M. Sylvain MASSARD), 12 Chez Tribot, 86400 Savigné, **n'est pas autorisée** à exploiter 82,68 ha de terres pour les parcelles suivantes :

| Propriétaire          | Commune   | Références cadastrales |
|-----------------------|-----------|------------------------|
| Mme Germaine BAZUREAU | GENOUILLE | ZN 0003                |
| Mme Germaine BAZUREAU | GENOUILLE | ZO 0006                |

|                        |           |         |
|------------------------|-----------|---------|
| Mme Germaine BAZUREAU  | GENOUILLE | ZO 0007 |
| Mme Germaine BAZUREAU  | SURIN     | ZA 0004 |
| Mme Bernadette GADIOUX | SAVIGNE   | D 0039  |
| Mme Bernadette GADIOUX | SAVIGNE   | D 0040  |
| Mme Bernadette GADIOUX | SAVIGNE   | D 0041  |
| Mme Bernadette GADIOUX | SAVIGNE   | D 0257  |
| Mme Bernadette GADIOUX | SAVIGNE   | D 0260  |
| Mme Bernadette GADIOUX | SAVIGNE   | D 0261  |
| Mme Bernadette GADIOUX | SAVIGNE   | D 0273  |
| Mme Bernadette GADIOUX | SAVIGNE   | D 0274  |
| Mme Bernadette GADIOUX | SAVIGNE   | D 0293  |
| Mme Bernadette GADIOUX | SAVIGNE   | D 0390  |
| Mme Bernadette GADIOUX | SAVIGNE   | D 0391  |
| Mme Bernadette GADIOUX | SAVIGNE   | D 1138  |
| Mme Bernadette GADIOUX | SAVIGNE   | D 1140  |
| Mme Bernadette GADIOUX | SAVIGNE   | D 1157  |
| Mme Bernadette GADIOUX | SAVIGNE   | D 1158  |
| Mme Bernadette GADIOUX | SAVIGNE   | D 1159  |
| Mme Bernadette GADIOUX | SAVIGNE   | D 1160  |
| Mme Bernadette GADIOUX | SAVIGNE   | D 1161  |
| Mme Bernadette GADIOUX | SAVIGNE   | D 1162  |
| Mme Bernadette GADIOUX | SAVIGNE   | D 1163  |
| Mme Bernadette GADIOUX | SAVIGNE   | D 1164  |
| Mme Bernadette GADIOUX | SAVIGNE   | D 1194  |
| Mme Bernadette GADIOUX | SAVIGNE   | E 0027  |
| Mme Bernadette GADIOUX | SAVIGNE   | E 0085  |
| Mme Bernadette GADIOUX | SAVIGNE   | E 0305  |
| Mme Bernadette GADIOUX | SAVIGNE   | YA 0038 |
| Mme Bernadette GADIOUX | SAVIGNE   | ZH 0020 |
| Mme Bernadette GADIOUX | SAVIGNE   | ZH 0021 |
| Mme Bernadette GADIOUX | SAVIGNE   | ZH 0022 |
| Mme Bernadette GADIOUX | SAVIGNE   | ZH 0023 |
| Mme Bernadette GADIOUX | SAVIGNE   | ZI 0003 |

|                        |         |         |
|------------------------|---------|---------|
| Mme Bernadette GADIOUX | SAVIGNE | ZI 0004 |
| Mme Régine VILCHANGE   | SAVIGNE | YB 0011 |
| Mme Régine VILCHANGE   | SAVIGNE | YL 0001 |
| M. Bernard RIVET       | BLANZAY | ZY 0030 |

**Article 2 :**

S'il est constaté que le bien foncier agricole objet de la demande est exploité malgré le présent refus d'exploiter, le contrevenant s'expose à des sanctions pécuniaires après mise en demeure par le préfet de région de régulariser sa situation.

Le montant desdites sanctions pécuniaires est compris entre 304,90 euros et 914,70 euros (article L.331-7 du code rural et de la pêche maritime).

**Article 3 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt, le préfet de la Nouvelle Aquitaine et le directeur départemental des territoires de la Vienne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Limoges, le 17 septembre 2020

Pour la préfète et par délégation,  
le D.R.A.A.F.,  
Pour le directeur régional de l'alimentation,  
de l'agriculture et de la forêt,  
L'adjointe au chef du S.R.E.A.A.,

Anne BARRIERE

Délais et voies de recours :

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer

- soit un recours gracieux devant la préfète de la région Nouvelle Aquitaine ou un recours hiérarchique devant le ministre de l'agriculture
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers.

# DRAAF NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2020-09-17-011

Arrêté portant autorisation partielle d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures - SIMON BOUHET Guillaume (86)



Dossier n°86 2020 245

**Arrêté portant autorisation partielle d'exploiter un bien agricole  
au titre du contrôle des structures**

**La Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine**

**VU** la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF)

**VU** le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L.331-1 à L.331-11, et R.331-1 à R.331-12,

**VU** l'arrêté préfectoral n°15-316 du 17 décembre 2015 portant sur le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) de Poitou-Charentes,

**VU** l'arrêté de la préfète de Nouvelle-Aquitaine, en date du 15 avril 2019 portant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Philippe de GUENIN, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle-Aquitaine,

**VU** la décision du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt en date du 17 mars 2020 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

**VU** la demande d'autorisation d'exploiter (réputée complète le 15 mai 2020) présentée par M. Guillaume SIMON BOUHET dont le siège d'exploitation est situé au lieu dit La Bertrandière 79340 SAINT GERMIER, relative à un bien foncier agricole d'une superficie totale de 9,22 hectares appartenant à Mme Michelle COLLINEAU, sis sur la commune de Sanxay (86600),

**CONSIDERANT** que sur ces 9,22 ha, une demande concurrente a été déposée par M. Clément CONTIVAL en date du 12 mars 2020 en vue d'un agrandissement sur 36,45 ha dont 8,98 ha en concurrence,

**CONSIDERANT** le courrier de prolongation portant le délai d'instruction à 6 mois, soit jusqu'au 24 décembre 2020,

**CONSIDERANT** que le SDREA précise dans son article 3 les rangs de priorité au regard desquelles les demandes concurrentes sont étudiées,

**CONSIDERANT** qu'avec 123,68 ha par chef d'exploitation après reprise, la demande de M. Guillaume SIMON BOUHET relève du rang de priorité 2 sur 9,22 ha (agrandissement et réunion d'exploitations au-delà de la surface définie à l'article 5 du SDREA (entre 94 ha et 188 ha),

**CONSIDERANT** qu'avec 87,01 ha par chef d'exploitation après reprise, la demande de M. Clément CONTIVAL relève du rang de priorité 1 sur 36,45 ha (consolidation d'exploitation dans la limite de la surface permettant lui permettant d'atteindre la dimension économique viable définie à l'article 5 du SDREA qui est de 94 ha),

**CONSIDERANT** que la demande de M. Guillaume SIMON BOUHET est moins prioritaire,

**Vu** la proposition de l'administration donnant un avis défavorable à M. Guillaume SIMON BOUHET sur 8,98 ha de terres en concurrence et un avis favorable sur 0,24 ha de terres sans concurrence, un avis favorable à M. Clément CONTIVAL sur 8,86 ha (superficie de parcelles demandées différentes) de terres en concurrence,

**Vu** l'avis favorable à l'unanimité de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture de la Vienne (CDOA) lors de sa séance du 08 septembre 2020, sur la proposition de l'administration,

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la Vienne,

Sur proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle Aquitaine,

## ARRETE

### **Article premier :**

M. Guillaume SIMON BOUHET, dont le siège d'exploitation est situé au lieu dit La Bertrandière 79340 SAINT GERMIER, **est autorisé** à exploiter 0,24 ha de terres sans concurrence pour la parcelle suivante :

| Propriétaire           | Commune | Références cadastrales |
|------------------------|---------|------------------------|
| Mme Michelle COLLINEAU | SANXAY  | D 465                  |

M. Guillaume SIMON BOUHET, dont le siège d'exploitation est situé au lieu dit La Bertrandière 79340 SAINT GERMIER, **n'est pas autorisé** à exploiter 8,98 ha de terres pour les parcelles suivantes :

| Propriétaire           | Commune | Références cadastrales |
|------------------------|---------|------------------------|
| Mme Michelle COLLINEAU | SANXAY  | D 449                  |
| Mme Michelle COLLINEAU | SANXAY  | D 466                  |
| Mme Michelle COLLINEAU | SANXAY  | D 469                  |
| Mme Michelle COLLINEAU | SANXAY  | D 556                  |
| Mme Michelle COLLINEAU | SANXAY  | D 557                  |

### **Article 2 :**

S'il est constaté que le bien foncier agricole objet de la demande est exploité malgré le présent refus d'exploiter, le contrevenant s'expose à des sanctions pécuniaires après mise en demeure par le préfet de région de régulariser sa situation.

Le montant desdites sanctions pécuniaires est compris entre 304,90 euros et 914,70 euros (article L.331-7 du code rural et de la pêche maritime).

**Article 3 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt, la préfète de la Vienne et le directeur départemental des territoires de la Vienne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Limoges, le 17 septembre 2020

Pour la préfète et par délégation,  
le D.R.A.A.F.,  
Pour le directeur régional de l'alimentation,  
de l'agriculture et de la forêt,  
L'adjointe au chef du S.R.E.A.A.,



Anne BARRIERE

Délais et voies de recours :

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer

- soit un recours gracieux devant la préfète de la région Nouvelle Aquitaine ou un recours hiérarchique devant le ministre de l'agriculture
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers.

# DRAAF NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2020-09-18-008

Arrêté portant autorisation partielle d'exploiter un bien agricole au titre du contrôle des structures - **TEXIER Laurent (86)**



Dossier n°86 2020 252

**Arrêté portant autorisation partielle d'exploiter un bien agricole  
au titre du contrôle des structures**

**La Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine**

**VU** la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF)

**VU** le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L.331-1 à L.331-11, et R.331-1 à R.331-12,

**VU** l'arrêté préfectoral n°15-316 du 17 décembre 2015 portant sur le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) de Poitou-Charentes,

**VU** l'arrêté de la préfète de Nouvelle-Aquitaine, en date du 15 avril 2019 portant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Philippe de GUENIN, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle-Aquitaine,

**VU** la décision du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt en date du 17 mars 2020 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

**VU** la demande d'autorisation d'exploiter (réputée complète le 24 juin 2020) présentée par M. Laurent TEXIER dont le siège d'exploitation est situé 10 rue du Château de la Planche, 86370 VIVONNE, relative à un bien foncier agricole d'une superficie totale de 85,16 hectares appartenant à l'Indivision GADEAU pour 1,16 ha, à M. Francis BERNARDEAU pour 48,27 ha, à M. Michel BERNARDEAU pour 18,21 ha, à M. Michel BERTHOMIER pour 4,61 ha, à Mme Janine GERSON pour 3,78 ha, à M. Albert FAYOUX pour 2,78 ha, à M. Raymond TROUVET pour 2,33 ha, à Mme Marie-Madeleine BLANCHARD pour 1,58 ha, à M. Philippe TROUVET pour 1,35 ha, à M. Claude FAYOUX pour 1,08 ha, sis sur les communes de Marçay (86370), de Iteuil (86240), de Vivonne (86370)

**CONSIDERANT** que M. Laurent TEXIER est exploitant à titre individuel sur 88,83 ha et est également unique associé exploitant de l'EARL DE LA COUDRE qui met en valeur 69,37 ha, soit une superficie totale exploitée directement ou indirectement par M. Laurent TEXIER de 158,20 ha,

**CONSIDERANT** que sur ces 85,16 ha, une demande concurrente sur 1,16 ha a été déposée par l'EARL DES LOGES (M. Fabrice FEYDIEUX) en date du 24 juin 2020 en vue d'un agrandissement,

**CONSIDERANT** que le SDREA précise dans son article 3 les rangs de priorité au regard desquelles les demandes concurrentes sont étudiées,

**CONSIDERANT** qu'avec 243,36 ha par chef d'exploitation après reprise, la demande de M. Laurent TEXIER relève du rang de priorité 2 « Installation au-delà de la surface définie à l'article 5 soit au-delà de 94 ha par chef d'exploitation après pondération, agrandissement et réunion d'exploitation » pour 29,80 ha, puis du rang de priorité 3 « Agrandissement et concentration d'exploitation au-delà du seuil d'agrandissement excessif défini à l'article 5 soit au-delà de 188 ha par chef d'exploitation » pour 55,36 ha,

**CONSIDERANT** qu'avec 231,07 ha par chef d'exploitation après reprise, la demande de l'EARL DES LOGES relève du rang de priorité 3 « Agrandissement et concentration d'exploitation au-delà du seuil d'agrandissement excessif défini à l'article 5 soit au-delà de 188 ha par chef d'exploitation » pour 1,16 ha,

**CONSIDERANT** que la priorité 2 dont relève M. Laurent TEXIER est alimentée par les 84 ha de terres sans concurrence de sa demande,

**CONSIDERANT** ensuite que la demande de M. Laurent TEXIER est de priorité équivalente à la demande de l'EARL DES LOGES pour les 1,16 ha de terres en concurrence,

**CONSIDERANT** que dans le cas de priorité équivalente, le SDREA précise dans son article 5 les critères d'appréciation de l'intérêt économique et environnemental des demandes dont l'appréciation est réalisée à travers la grille de pondération de l'article 5 affectant des points à chaque demande constituant une note,

**CONSIDERANT** que les caractéristiques de la demande de M. Laurent TEXIER, induisent l'attribution de 20 points (20 points pour la dimension économique et la viabilité de l'exploitation),

**CONSIDERANT** que les caractéristiques de la demande de l'EARL DES LOGES induisent l'attribution de 40 points (20 points pour la dimension économique et la viabilité de l'exploitation, 20 points pour l'analyse cartographique de la structure parcellaire et de la proximité du siège d'exploitation),

**CONSIDERANT** que les demandes de M. Laurent TEXIER et de l'EARL DES LOGES, présentent un écart de note supérieur à 10 points,

**CONSIDERANT** que le SDREA précise dans son article 3 que lorsque l'écart de points obtenu par des candidats concurrents est strictement supérieur à 10 points, l'autorisation est accordée uniquement à la demande ayant obtenu la note la plus élevée,

**CONSIDERANT** que la demande de M. Laurent TEXIER est moins prioritaire que celle de l'EARL DES LOGES pour les 1,16 ha de terres en concurrence,

Vu les propositions de l'administration donnant :

- un avis favorable à la demande de M. Laurent TEXIER pour 84 ha de terres sans concurrence,
- un avis défavorable à la demande de M. Laurent TEXIER pour 1,16 ha de terres en concurrence,
- un avis favorable à la demande de l'EARL DES LOGES pour 1,16 ha de terres en concurrence,

**CONSIDERANT** l'avis favorable à l'unanimité émis par la commission départementale d'orientation agricole de la Vienne lors de sa séance du 8 septembre 2020, sur les propositions de l'administration concernant les terres en concurrence,

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la Vienne,

Sur proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle Aquitaine,

## ARRETE

**Article premier :**

M. Laurent TEXIER, 10 rue du Château de la Planche, 86370 VIVONNE, **est autorisé** à exploiter 84 ha de terres pour les parcelles suivantes :

| Propriétaire          | Commune | Références cadastrales |
|-----------------------|---------|------------------------|
| M. Francis BERNARDEAU | ITEUIL  | G 0217                 |
| M. Francis BERNARDEAU | ITEUIL  | G 0225                 |
| M. Francis BERNARDEAU | MARCAY  | D 0027                 |
| M. Francis BERNARDEAU | MARCAY  | D 0056                 |
| M. Francis BERNARDEAU | MARCAY  | D 0060                 |
| M. Francis BERNARDEAU | MARCAY  | D 0032                 |

|                       |         |        |
|-----------------------|---------|--------|
| M. Francis BERNARDEAU | MARCA Y | D 0059 |
| M. Francis BERNARDEAU | VIVONNE | A 0339 |
| M. Francis BERNARDEAU | VIVONNE | A 0343 |
| M. Francis BERNARDEAU | VIVONNE | A 0344 |
| M. Francis BERNARDEAU | VIVONNE | A 0345 |
| M. Francis BERNARDEAU | VIVONNE | A 0346 |
| M. Francis BERNARDEAU | VIVONNE | A 0347 |
| M. Francis BERNARDEAU | VIVONNE | A 0348 |
| M. Francis BERNARDEAU | VIVONNE | A 0781 |
| M. Francis BERNARDEAU | VIVONNE | A 0818 |
| M. Francis BERNARDEAU | VIVONNE | A 0869 |
| M. Francis BERNARDEAU | VIVONNE | A 0887 |
| M. Francis BERNARDEAU | VIVONNE | A 1140 |
| M. Francis BERNARDEAU | VIVONNE | A 1257 |
| M. Francis BERNARDEAU | VIVONNE | A 1278 |
| M. Francis BERNARDEAU | VIVONNE | A 1318 |
| M. Francis BERNARDEAU | VIVONNE | A 1343 |
| M. Francis BERNARDEAU | VIVONNE | A 1344 |
| M. Francis BERNARDEAU | VIVONNE | B 0008 |
| M. Francis BERNARDEAU | VIVONNE | B 0013 |
| M. Francis BERNARDEAU | VIVONNE | B 0024 |
| M. Francis BERNARDEAU | VIVONNE | B 0114 |
| M. Francis BERNARDEAU | VIVONNE | B 0115 |
| M. Francis BERNARDEAU | VIVONNE | B 0121 |
| M. Francis BERNARDEAU | VIVONNE | B 0127 |
| M. Francis BERNARDEAU | VIVONNE | B 0204 |
| M. Francis BERNARDEAU | VIVONNE | B 0232 |
| M. Francis BERNARDEAU | VIVONNE | B 0234 |
| M. Francis BERNARDEAU | VIVONNE | B 0260 |
| M. Francis BERNARDEAU | VIVONNE | B 0265 |
| M. Francis BERNARDEAU | VIVONNE | A 341  |
| M. Francis BERNARDEAU | VIVONNE | A 353  |
| M. Francis BERNARDEAU | VIVONNE | B 0088 |
| M. Francis BERNARDEAU | VIVONNE | B 0124 |
| M. Francis BERNARDEAU | VIVONNE | B 0128 |

|                               |         |        |
|-------------------------------|---------|--------|
| M. Francis BERNARDEAU         | VIVONNE | B 205  |
| M. Francis BERNARDEAU         | VIVONNE | A 1358 |
| M. Francis BERNARDEAU         | VIVONNE | B 0003 |
| M. Francis BERNARDEAU         | VIVONNE | B 0262 |
| Mme TROUVET                   | VIVONNE | A 0264 |
| Mme TROUVET                   | VIVONNE | A 0265 |
| Mme TROUVET                   | VIVONNE | A 0266 |
| M. Philippe TROUVET           | VIVONNE | A 0226 |
| M. Philippe TROUVET           | VIVONNE | A 0227 |
| M. Philippe TROUVET           | VIVONNE | A 0228 |
| M. Philippe TROUVET           | VIVONNE | A 1035 |
| M. Philippe TROUVET           | VIVONNE | A 1039 |
| M. Albert FAYOUX              | VIVONNE | B 0113 |
| M. Albert FAYOUX              | VIVONNE | B 0116 |
| M. Albert FAYOUX              | VIVONNE | B 0118 |
| M. Albert FAYOUX              | VIVONNE | B 0119 |
| M. Albert FAYOUX              | VIVONNE | B 0120 |
| M. Albert FAYOUX              | VIVONNE | B 240  |
| M. Claude FAYOUX              | VIVONNE | B 0093 |
| M. Claude FAYOUX              | VIVONNE | B 0094 |
| M. Claude FAYOUX              | VIVONNE | B 0288 |
| Mme Janine GERSON             | VIVONNE | B 0130 |
| Mme Marie-Madeleine BLANCHARD | VIVONNE | A 0817 |
| Mme Marie-Madeleine BLANCHARD | VIVONNE | A 0889 |
| M. Michel BERTHOMIER          | MARCAY  | D 0028 |
| M. Michel BERTHOMIER          | MARCAY  | D 0029 |
| M. Michel BERTHOMIER          | MARCAY  | D 0033 |
| M. Michel BERTHOMIER          | MARCAY  | D 0058 |
| M. Michel BERTHOMIER          | MARCAY  | D 0242 |
| M. Michel BERTHOMIER          | MARCAY  | D 243  |
| M. Michel BERTHOMIER          | MARCAY  | D 0269 |
| M. Michel BERTHOMIER          | MARCAY  | D 0270 |
| M. Michel BERNARDEAU          | VIVONNE | B 0211 |
| M. Michel BERNARDEAU          | VIVONNE | A 0461 |
| M. Michel BERNARDEAU          | VIVONNE | B 0054 |
| M. Michel BERNARDEAU          | VIVONNE | B 0055 |

|                      |         |        |
|----------------------|---------|--------|
| M. Michel BERNARDEAU | VIVONNE | B 0091 |
| M. Michel BERNARDEAU | VIVONNE | B 0077 |
| M. Michel BERNARDEAU | VIVONNE | B 0078 |
| M. Michel BERNARDEAU | VIVONNE | B 0123 |
| M. Michel BERNARDEAU | MARCAY  | D 0057 |
| M. Michel BERNARDEAU | MARCAY  | D 0061 |
| M. Michel BERNARDEAU | MARCAY  | D 0063 |

M. Laurent TEXIER, 10 rue du Château de la Planche, 86370 VIVONNE, **n'est pas autorisé** à exploiter 1,16 ha de terres pour les parcelles suivantes :

| Propriétaire      | Commune | Références cadastrales |
|-------------------|---------|------------------------|
| INDIVISION GADEAU | MARCAY  | D 0041                 |
| INDIVISION GADEAU | MARCAY  | D 0042                 |
| INDIVISION GADEAU | MARCAY  | D 0043                 |
| INDIVISION GADEAU | MARCAY  | D 0044                 |
| INDIVISION GADEAU | MARCAY  | D 0085                 |

**Article 2 :**

S'il est constaté que le bien foncier agricole objet de la demande est exploité malgré le présent refus d'exploiter, le contrevenant s'expose à des sanctions pécuniaires après mise en demeure par le préfet de région de régulariser sa situation.

Le montant des dites sanctions pécuniaires est compris entre 304,90 euros et 914,70 euros (article L.331-7 du code rural et de la pêche maritime).

**Article 3 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt, le préfet de la Nouvelle Aquitaine et le directeur départemental des territoires de la Vienne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Limoges, le 18 septembre 2020

Pour la préfète et par délégation,  
le D.R.A.A.F.,  
Pour le directeur régional de l'alimentation,  
de l'agriculture et de la forêt,  
L'adjoite au chef du S.R.E.A.A.,

Anne BARRIERE

Délais et voies de recours :

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer

- soit un recours gracieux devant la préfète de la région Nouvelle Aquitaine ou un recours hiérarchique devant le ministre de l'agriculture
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers.

# DRAAF NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2020-09-15-015

Arrêté portant refus d'exploiter un bien agricole au titre du  
contrôle des structures - ROUSSEAU Felix (86)



Dossier n°86 2020 305

**Arrêté portant refus d'exploiter un bien agricole  
au titre du contrôle des structures**

**La Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine**

**VU** la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF)

**VU** le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L.331-1 à L.331-11, et R.331-1 à R.331-12,

**VU** l'arrêté préfectoral n°15-316 du 17 décembre 2015 portant sur le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) de Poitou-Charentes,

**VU** l'arrêté de la préfète de Nouvelle-Aquitaine, en date du 15 avril 2019 portant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Philippe de GUENIN, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle-Aquitaine,

**VU** la décision du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt en date du 17 mars 2020 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

**VU** la demande d'autorisation d'exploiter (réputée complète le 21 août 2020) présentée par M. Félix ROUSSEAU, dont le siège d'exploitation est situé 1 rue des Buis, 86120 BEUXES, relative à un bien foncier agricole d'une superficie totale de 6,85 hectares appartenant à M. Marcel BOYER, sis sur la commune de Vézières (86120),

**CONSIDERANT** que la demande de M. Félix ROUSSEAU a été déposée au-delà de la date limite de dépôt des dossiers qui est le 10 août 2020 comme notée dans la publicité concernant les terres objet de la demande réalisée suite au dépôt du dossier de l'EARL SYLVAIN RAOUL (M. Sylvain RAOUL) (première demande reçue à la DDT concernant les terres en concurrence),

**CONSIDERANT** ainsi que la demande de M. Félix ROUSSEAU est une concurrence tardive à l'EARL SYLVAIN RAOUL et à l'EARL DE ROCHEFOLLE,

**CONSIDERANT** que sur ces 6,85 ha, une demande concurrente sur 61,53 ha a été déposée par l'EARL SYLVAIN RAOUL (M. Sylvain RAOUL) en date du 26 juin 2020 en vue d'un agrandissement,

**CONSIDERANT** que sur ces 6,85 ha, une demande concurrente sur 6,85 ha a été déposée par l'EARL DE ROCHEFOLLE (M. Nicolas RAIMBAULT) en date du 28 juillet 2020 en vue d'un agrandissement,

**CONSIDERANT** que le SDREA précise dans son article 3 les rangs de priorité au regard desquelles les demandes concurrentes sont étudiées,

**CONSIDERANT** que M. Félix ROUSSEAU a déposé une autre demande d'autorisation d'exploiter en cours d'instruction (dossier 86 2020 078) pour 39,98 ha de terres situées à Sammarçolles (86200), Vézières (86120), Basses (86200), Beuxes (86120) concernant le même exploitant cédant, dont la publicité est finie depuis le 10 juillet 2020 et qu'aucune candidature concurrente ne s'est présentée à cette date,

**CONSIDERANT** ainsi que l'exploitation de M. Félix ROUSSEAU après reprise atteindra 137,77 ha,

**CONSIDERANT** qu'avec 137,77 ha par chef d'exploitation après reprise, la demande de M. Félix ROUSSEAU relève du rang de priorité 2 « Installation au-delà de la surface définie à l'article 5 soit au-delà de 94 ha par chef d'exploitation, agrandissement et réunion d'exploitation » pour 6,85 ha,

**CONSIDERANT** qu'avec 282,35 ha par chef d'exploitation après reprise, la demande de l'EARL SYLVAIN RAOUL relève du rang de priorité 3 « Agrandissement et concentration d'exploitation au-delà du seuil d'agrandissement excessif défini à l'article 5 soit au-delà de 188 ha par chef d'exploitation » pour 104,78 ha,

**CONSIDERANT** qu'avec 141,93 ha par chef d'exploitation après reprise, la demande de l'EARL DE ROCHE-FOLLE relève du rang de priorité 2 « Installation au-delà de la surface définie à l'article 5 soit au-delà de 94 ha par chef d'exploitation, agrandissement et réunion d'exploitation » pour 6,85 ha,

**CONSIDERANT** que la demande de M. Félix ROUSSEAU est de priorité supérieure à celle de l'EARL SYLVAIN RAOUL pour 6,85 ha de terres en concurrence,

**CONSIDERANT** que la demande de M. Félix ROUSSEAU est de priorité équivalente à celle de l'EARL DE ROCHEFOLLE pour 6,85 ha de terres en concurrence,

**ONSIDERANT** que dans le cas de priorité équivalente, le SDREA précise dans son article 5 les critères d'appréciation de l'intérêt économique et environnemental des demandes dont l'appréciation est réalisée à travers la grille de pondération de l'article 5 affectant des points à chaque demande constituant une note,

**CONSIDERANT** que les caractéristiques de la demande de M. Félix ROUSSEAU induisent l'attribution de 40 points pour la dimension économique et la viabilité de l'exploitation,

**CONSIDERANT** que les caractéristiques de la demande de l'EARL DE ROCHEFOLLE induisent l'attribution de 90 points (40 points pour la dimension économique et la viabilité de l'exploitation, 10 points pour une surface en légumineuses supérieure à 10 % de la SAU totale sur les trois dernières années, 20 points pour la présence d'une activité d'élevage induisant au moins 30 UGB sur l'exploitation, 10 points pour l'analyse cartographique de la structure parcellaire et la proximité du siège d'exploitation),

**CONSIDERANT** que les demandes de M. Félix ROUSSEAU et de l'EARL DE ROCHEFOLLE, présentent un écart de note supérieur à 10 points,

**CONSIDERANT** que le SDREA précise dans son article 3 que lorsque l'écart de points obtenu par des candidats concurrents est strictement supérieur à 10 points, l'autorisation est accordée uniquement à la demande ayant obtenu la note la plus élevée,

**CONSIDERANT** ainsi que la demande de M. Félix ROUSSEAU est de priorité inférieure à celle de l'EARL DE ROCHEFOLLE,

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la Vienne,

Sur proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle Aquitaine,

## ARRETE

### **Article premier :**

M. Félix ROUSSEAU, 1 rue du Buis, 86120 BEUXES, **n'est pas autorisé** à exploiter 6,85 ha de terres pour la parcelle suivante :

| Propriétaire    | Commune  | Références cadastrales |
|-----------------|----------|------------------------|
| M. Marcel BOYER | VEZIERES | ZA 0025                |

**Article 2 :**

S'il est constaté que le bien foncier agricole objet de la demande est exploité malgré le présent refus d'exploiter, le contrevenant s'expose à des sanctions pécuniaires après mise en demeure par le préfet de région de régulariser sa situation.

Le montant desdites sanctions pécuniaires est compris entre 304,90 euros et 914,70 euros (article L.331-7 du code rural et de la pêche maritime).

**Article 3 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt, le préfet de la Nouvelle Aquitaine et le directeur départemental des territoires de la Vienne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Limoges, le 15 septembre 2020

Pour la préfète et par délégation,  
le D.R.A.A.F.,  
Pour le directeur régional de l'alimentation,  
de l'agriculture et de la forêt,  
L'adjointe au chef du S.R.E.A.A.,



Anne BARRIERE

Délais et voies de recours :

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer

- soit un recours gracieux devant la préfète de la région Nouvelle Aquitaine ou un recours hiérarchique devant le ministre de l'agriculture
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers.

# DRAAF NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2020-09-14-004

Arrêté portant refus d'exploiter un bien agricole au titre du  
contrôle des structures - SCEA AUZANNEAU (86)



Dossier n°86 2020 299

**Arrêté portant refus d'exploiter un bien agricole  
au titre du contrôle des structures**

**La Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine**

**VU** la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF)

**VU** le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L.331-1 à L.331-11, et R.331-1 à R.331-12,

**VU** l'arrêté préfectoral n°15-316 du 17 décembre 2015 portant sur le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) de Poitou-Charentes,

**VU** l'arrêté de la préfète de Nouvelle-Aquitaine, en date du 15 avril 2019 portant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Philippe de GUENIN, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle-Aquitaine,

**VU** la décision du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt en date du 17 mars 2020 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

**VU** la demande d'autorisation d'exploiter (réputée complète le 1<sup>er</sup> juillet 2020) présentée par la SCEA AUZANNEAU (M. Guillaume AUZANNEAU) dont le siège d'exploitation est situé au lieu dit La Babinotière, 86410 BOURRESSE, relative à un bien foncier agricole d'une superficie totale de 104,78 hectares appartenant à M. Michel LHOMMET, sis sur les communes de Goux (86320) et de Mazerolles (86320),

**CONSIDERANT** que sur ces 104,78 ha, une demande concurrente sur 104,78 ha a été déposée par le GAEC LES ESSARDS (M. Pierre-Augustin PIFFETEAU et M. Michel PIFFETEAU) en date du 10 juin 2020 en vue d'un agrandissement de 104,78 ha,

**CONSIDERANT** que sur ces 104,78 ha, une demande concurrente sur 21,80 ha a été déposée par le GAEC DE LA CARTE (M. Thibault RIBARDIERE et M. Gilles RIBARDIERE) en date du 24 juin 2020 en vue d'un agrandissement de 21,80 ha,

**CONSIDERANT** que le SDREA précise dans son article 3 les rangs de priorité au regard desquelles les demandes concurrentes sont étudiées,

**CONSIDERANT** qu'avec 321,47 ha par chef d'exploitation après reprise, la demande de la SCEA AUZANNEAU relève du rang de priorité 3 «Agrandissement et concentration d'exploitation au-delà du seuil d'agrandissement excessif défini à l'article 5 soit au-delà de 188 ha par chef d'exploitation » pour 104,78 ha,

**CONSIDERANT** qu'avec 131,40 ha par chef d'exploitation après reprise, la demande du GAEC DE LA CARTE relève du rang de priorité 2 « Installation au-delà de la surface définie à l'article 5 soit au-delà de 94 ha par chef d'exploitation, agrandissement et réunion d'exploitation » pour 21,80 ha,

**CONSIDERANT** qu'avec 106,25 ha par chef d'exploitation après reprise, la demande du GAEC LES ESSARDS relève du rang de priorité 1 « Installation (en individuel ou dans une société) dans la limite de la surface permettant d'atteindre la dimension économique viable définie à l'article 5 soit jusqu'à 94 ha par chef d'exploitation après pondération; réinstallation d'un agriculteur exproprié ou évincé suite à un projet d'utilité publique dans la limite de la surface agricole perdue, consolidation d'exploitation dans la limite de la surface lui permettant d'atteindre la dimension économique viable définie à l'article 5 soit jusqu'à 94 ha par chef d'exploitation après pondération » pour 80,29 ha puis du rang de priorité 2 « Installation au-delà de la surface définie à l'article 5 soit au-delà de 94 ha par chef d'exploitation après pondération, agrandissement et réunion d'exploitation » pour 24,11 ha,

Vu la proposition de l'administration donnant :

- un avis défavorable à la demande de la SCEA AUZANNEAU pour 104,78 ha de terres en concurrence avec le GAEC LES ESSARD pour 104,78 ha et avec le GAEC DE LA CARTE pour 21,80 ha,

**CONSIDERANT** l'avis favorable à l'unanimité émis par la commission départementale d'orientation agricole de la Vienne lors de sa séance du 8 septembre 2020, sur les propositions de l'administration concernant les terres en concurrence,

**CONSIDERANT** que la demande de la SCEA AUZANNEAU est moins prioritaire que les demandes du GAEC DE LA CARTE et du GAEC LES ESSARDS,

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la Vienne,

Sur proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Nouvelle Aquitaine,

#### ARRETE

**Article premier :**

La SCEA AUZANNEAU (M. Guillaume AUZANNEAU), Lieu dit La Babinotière, 86410 BOURESSE, **n'est pas autorisé** à exploiter 104,78 ha de terres pour les parcelles suivantes :

| Propriétaire        | Commune    | Références cadastrales |
|---------------------|------------|------------------------|
| M. Michel LHOMMEDET | GOUEX      | F 0007                 |
| M. Michel LHOMMEDET | MAZEROLLES | E 0050                 |
| M. Michel LHOMMEDET | MAZEROLLES | E 0089                 |
| M. Michel LHOMMEDET | MAZEROLLES | E 0036                 |
| M. Michel LHOMMEDET | MAZEROLLES | E 0039                 |
| M. Michel LHOMMEDET | MAZEROLLES | E 0040                 |
| M. Michel LHOMMEDET | MAZEROLLES | E 0041                 |
| M. Michel LHOMMEDET | MAZEROLLES | E 0049                 |
| M. Michel LHOMMEDET | MAZEROLLES | E 0055                 |
| M. Michel LHOMMEDET | MAZEROLLES | E 0076                 |
| M. Michel LHOMMEDET | MAZEROLLES | E 0078                 |
| M. Michel LHOMMEDET | MAZEROLLES | E 0079                 |
| M. Michel LHOMMEDET | MAZEROLLES | E 0080                 |
| M. Michel LHOMMEDET | MAZEROLLES | E 0086                 |

|                     |            |        |
|---------------------|------------|--------|
| M. Michel LHOMMEDET | MAZEROLLES | E 0087 |
| M. Michel LHOMMEDET | MAZEROLLES | E 0088 |
| M. Michel LHOMMEDET | MAZEROLLES | E 0090 |
| M. Michel LHOMMEDET | MAZEROLLES | E 0092 |
| M. Michel LHOMMEDET | MAZEROLLES | E 0166 |
| M. Michel LHOMMEDET | MAZEROLLES | E 0081 |
| M. Michel LHOMMEDET | MAZEROLLES | E 0085 |
| M. Michel LHOMMEDET | MAZEROLLES | E 0093 |
| M. Michel LHOMMEDET | MAZEROLLES | E 0095 |
| M. Michel LHOMMEDET | MAZEROLLES | E 0094 |

**Article 2 :**

S'il est constaté que le bien foncier agricole objet de la demande est exploité malgré le présent refus d'exploiter, le contrevenant s'expose à des sanctions pécuniaires après mise en demeure par le préfet de région de régulariser sa situation.

Le montant desdites sanctions pécuniaires est compris entre 304,90 euros et 914,70 euros (article L.331-7 du code rural et de la pêche maritime).

**Article 3 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt, le préfet de la Nouvelle Aquitaine et le directeur départemental des territoires de la Vienne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Limoges, le 14 septembre 2020

Pour la préfète et par délégation,  
le D.R.A.A.F.,  
Pour le directeur régional de l'alimentation,  
de l'agriculture et de la forêt,  
L'adjointe au chef du S.R.E.A.A.,

Anne BARRIERE

Délais et voies de recours :

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer

- soit un recours gracieux devant la préfète de la région Nouvelle Aquitaine ou un recours hiérarchique devant le ministre de l'agriculture
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers.